



ENVIRONNEMENT, ÉNERGIE ET TRANSPORT

Surconsommation énergétique, dérèglement climatique, appauvrissement de la biodiversité et cette inquiétude générale quant aux menaces sur la planète toute entière sur fond de pression démographique comme jamais dans l'histoire de l'humanité, voilà ce que je constate aujourd'hui.

Avec la baisse des coûts de production des énergies renouvelables, du stockage de l'électricité et avec la digitalisation du secteur, une révolution énergétique mondiale est à l'œuvre. C'est une opportunité pour la France, qui peut et doit devenir un pôle mondial d'influence diplomatique, scientifique et industrielle dans ce domaine. Je crois possible de concilier croissance économique et préservation de l'environnement.

Je veux préparer l'après pétrole en nous engageant vers l'économie décarbonée : nous devons concentrer nos efforts de réduction sur les secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre et les plus polluants.

Aller vers une économie décarbonée

- **Amplifier la politique d'économie d'énergie et rendre ainsi du pouvoir d'achat aux Français, parce que la meilleure énergie est finalement celle que l'on ne consomme pas.**
- Généraliser la formule du chèque-énergie qui vient remplacer les tarifs sociaux de l'énergie car l'énergie est un bien de première nécessité auquel chacun doit avoir accès, trop de Français sont confrontés à la précarité énergétique.
- **Éliminer les énergies fossiles de la production d'électricité. Avec un prix plancher de la tonne de carbone de 30 euros.**
- **Créer les conditions favorables au développement de véritables filières industrielles françaises des énergies renouvelables en misant sur les nouvelles technologies et permettre l'autonomie des collectivités d'Outre-mer.**
- **Finaliser la restructuration de la filière industrielle nucléaire, moderniser le parc nucléaire pour en prolonger la durée d'exploitation en veillant à une sécurité et une sûreté maximales de nos installations sous le contrôle de l'Autorité de Sûreté Nucléaire et à la rentabilité économique des investissements. Une nouvelle loi de transition énergétique sera adoptée avec de nouveaux objectifs pour notre mix énergétique.**
- Supprimer l'obligation d'achat de la production pour les nouvelles installations ainsi qu'à l'échéance des contrats en cours pour les installations existantes.
- Utiliser les nouvelles technologies, développer la production décentralisée d'énergie, encourager l'autoconsommation d'électricité et aider la valorisation énergétique des sous-produits agricoles.
- Augmenter la part électrique dans les transports et réduire ainsi celle du pétrole, notamment par le développement du véhicule électrique.
- Mieux utiliser les ressources naturelles renouvelables, qui existent sur notre territoire comme le bois et la géothermie.

- Accélérer la recherche et le développement des techniques de capture et de stockage du carbone parce qu'à défaut de pouvoir supprimer la consommation mondiale de charbon, il faut se prémunir au mieux contre ses effets et la France est bien placée en ce domaine.

Vers une mobilité durable

- **Donner la priorité à la remise à niveau et à la modernisation du réseau ferroviaire très dégradé et améliorer ainsi la vie de millions d'usagers.**
Poursuivre l'équipement des villes en transports urbains et préserver pour cela le versement transport.
- Développer les véhicules électriques et autonomes du futur.
- Améliorer la desserte des territoires ruraux et peu denses dans une logique d'aménagement du territoire.
- Privilégier le fret massif pour le transport de marchandises.
- Revoir les priorités sur les grands projets d'infrastructures en fonction des capacités de financement et dégager les ressources financières nécessaires.

Faire de la préservation de notre biodiversité une priorité absolue

- **Faire évoluer notre conception de la biodiversité ajoutant à la protection de ce que l'on peut appeler la biodiversité extraordinaire (sites exceptionnels et espèces menacées), la préservation de la biodiversité ordinaire, celle que l'on détruit sans y prendre garde.**
- Intégrer un volet de protection des océans face à la pêche intensive notamment de notre domaine maritime qui est avec 11 millions de km² le second au monde.
- Protéger les zones humides et les paysages, lutter contre le mitage de nos campagnes, préserver les espaces naturels, essentiels à la vie sauvage.
- Protéger les pollinisateurs, essentiels pour préserver la diversité de la vie végétale, notamment les abeilles.
- Faire de la protection animale une cause nationale.
- Améliorer le bien-être des animaux d'élevage et renforcer le contrôle des abattoirs.

Faire du développement durable une source de développement économique, de lien social et de création d'emplois

- **Accélérer le développement des circuits-courts afin de réduire l'empreinte carbone des produits consommés tout en permettant aux petits producteurs locaux d'atteindre un niveau de revenus décent.**
- **Permettre l'essor de l'Economie Sociale et Solidaire et exploiter ainsi ce gisement d'emplois en lien avec la préservation de notre environnement et de notre qualité de vie.**
- Favoriser le développement des commerces responsables et équitables afin d'utiliser les leviers de la consommation pour protéger la biodiversité et promouvoir un développement économique partagé.
- Encourager les filières du recyclage, aussi bien de déchets que de matériaux et produits qui peuvent avoir plusieurs vies.

Verdir notre fiscalité sans l'alourdir

- Compenser la montée en puissance de la taxation du carbone dans le cadre européen par des baisses des impôts et des charges pesant sur les ménages et sur les entreprises.
- Inciter les villes qui n'en sont pas encore dotées à concevoir une feuille de route dans laquelle toutes les actions favorables à l'environnement sont exposées (urbanisme, politique de l'eau, assainissement, déchets, transports, chauffage urbain...); renforcer la vie démocratique locale et revitaliser les formes de participation et passer ainsi d'une écologie de l'immobilisme à une écologie de projet, en associant mieux les collectivités locales et la société civile aux décisions environnementales.

Santé et environnement

- **Développer les transports urbains et le véhicule électrique en renforçant le processus progressif de diminution de la part du diesel, le contrôle technique des véhicules les plus polluants et les solutions alternatives au diesel pour les poids lourds.**
- Consolider notre agriculture et ses productions de grande qualité en développant la politique des labels. Instaurer une vraie transparence et une vraie traçabilité en matière d'étiquetage.
- Lutter contre la pollution liée aux perturbateurs endocriniens qui affectent particulièrement les publics fragiles.
- Poursuivre la lutte contre le bruit qui est une préoccupation essentielle des Français.
- Faire de la qualité de l'air une priorité nationale.

Inciter plus que punir

- **Réécrire le principe de précaution pour favoriser l'innovation responsable.**
- Supprimer les mesures fiscales les plus défavorables à l'environnement. Le verdissement de la fiscalité est un sujet essentiel et devra être intégré à une réforme plus large de la fiscalité avec l'objectif de baisse des charges pour les Français dès lors que les comptes publics seront restaurés.
- Systématiser l'étiquetage environnemental et concentrer la réglementation sur l'essentiel, santé et cadre de vie et supprimer le superflu.